



INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

Passerelles

Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

Novembre 2003

Volume 2, Numéro 10

LIGNE DE FOND _____ 1

Le Président Du Conseil Général Fait Le Point Sur Le Premier Round De Consultations Informelles Sur Quatre Sujets Majeurs Et Annonce Leur Approfondissement Dans Une Seconde Phase. _____ 1

Négociations Sur L'Agriculture : La Réunion En " Green Room " Des 20 Et 21 Novembre Stigmatise Le Manque D'Engagement Des Membres _____ 3

NOUVELLES DE L'OMC _____ 5

La Réunion Informelle Du 24 Novembre Sur La Facilitation Des Echanges Confirme Le Flou Qui Entoure Encore Les Thèmes De Singapour _____ 5

Le Rapport De L'Organe D'Appel De L'OMC Sur Le Différend Sur L'Acier Donne Tort Aux Etats Unis _____ 7

Harbinson Quitte La Présidence Des Négociations Agricoles A L'OMC _____ 8

SUR LE FIL _____ 9

Coton Africain : La France Propose Aux Quinze Une Nouvelle Initiative En Faveur Du Coton Africain _____ 9

L'UE Adopte Sa Stratégie De Négociation Post-Cancun _____ 10

UEMOA : Les Ministres De L'Agriculture Et Du Commerce Se Concertent Sur Les Négociations Post-Cancun _____ 12

EVENEMENTS _____ 13

PUBLICATIONS _____ 14

LIGNE DE FOND

Le Président Du Conseil Général Fait Le Point Sur Le Premier Round De Consultations Informelles Sur Quatre Sujets Majeurs Et Annonce Leur Approfondissement Dans Une Seconde Phase.

Le Président du Conseil général, l'Ambassadeur Uruguayen Carlos Perez Del Castillo, a annoncé le 18 novembre dernier, lors d'une réunion informelle des chefs de délégations, son intention de lancer une seconde série de consultations intensives pour approfondir les discussions sur les quatre sujets majeurs que sont l'agriculture, l'accès aux marchés pour le produits non agricoles (AMNA), le coton et les thèmes de Singapour. Cette intensification des pourparlers est opérée en vue de la réunion de haut niveau prévue le 15 décembre prochain dans le but d'aplanir les divergences que les membres n'ont pas réussi à surmonter à Cancun.

Le président du Conseil général a affirmé, dans son rapport, avoir perçu un sens de l'engagement et une réelle volonté des membres de faire des avancées dans tous les domaines de négociations, ce qui à ses yeux, justifie son ambition d'approfondir et de donner plus de substance aux négociations sur les quatre sujets abordés. Il a ainsi projeté de convoquer une autre réunion des chefs de délégation autour du 5 décembre, soit 10 jours avant le délai de référence du 15 décembre. Mais, si Perez Del Castillo pense qu'il est encore possible de réaliser des progrès substantiels d'ici le 15 décembre, plusieurs diplomates affirment au contraire qu'il est quasiment illusoire de s'attendre à une solution globale capable de relancer

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe
Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: unsubscribe

l'ensemble du cycle de négociation à cette date. Cela d'autant plus que l'UE et les Etats-Unis gardent toujours le silence.

Le choix des quatre thèmes parmi beaucoup d'autres aussi importants procède seulement, selon Perez Del Castillo, d'une démarche méthodologique ou pragmatique mais ne traduit nullement, une hiérarchisation des sujets. Pour les pays en développement en tout cas, en particulier l'Île Maurice, ayant parlé au nom du groupe africain, les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre ainsi que le traitement spécial et différencié restent au cœur des enjeux des négociations.

Agriculture

Dans le premier round de consultations, les membres avaient eu des discussion préliminaires qui, selon Del Castillo, avaient permis de noter des convergences sur quelques éléments positifs contenus dans le texte que le Ministre Mexicain des affaires étrangères, Luis Ernesto Derbez, avait présenté aux membres le 13 septembre dernier, au troisième jour de la ministérielle à Cancun. Pourtant, malgré l' " esprit constructif " dont ont fait preuve plusieurs pays, les réunions informelles tenues par la suite n'ont pas manqué de rappeler à quel point les positions restes divergentes sur la plupart des questions de fonds (voir article ci-dessous).

Accès aux marchés pour les produits non agricoles
Le président du CG a affirmé qu'en ce qui concerne cette question, les membres pouvaient partir du texte ministériel du 13 septembre, Rev.2, pour tenter d'avancer. Ce draft, communément appelé le texte Derbez a, en son annexe B, défini un " cadre pour l'établissement de modalités pour l'AMNA ". Il s'est référé plus concrètement aux paragraphes 3 et 6 portant respectivement sur la formule et les approches sectorielles comme éléments centraux des discussions tout en reconnaissant les liens entre les deux éléments dans la mesure où des progrès dans l'un pourraient entraîner une évolution positive de l'autre.

Thèmes de Singapour

Sur les thèmes de Singapour, Perez Del Castillo a affirmé avoir choisi une approche relativement différente de celle adoptée pour l'agriculture et l'accès aux marchés pour le produits non agricoles. Ici, il a opté pour une approche au " pas à pas " avec une démarche en " confessionnal " sur des groupes restreints dans le but de mesurer de façon plus efficace le degré de flexibilité ou de solidité des positions défendus par les membres ainsi que les chances de parvenir à une compromis. A Cancun, a reconnu le Président du CG, les quatre thèmes de Singapour (Investissement, transparence, la politique de concurrence et la facilitation des échanges) avaient été séparés en sujets spécifiques, ce qui a été du reste confirmé lors de ses consultations. Il ne saurait donc y avoir un retour en arrière vers une recomposition des quatre sujets sous un même paquet.

Durant ses consultations, Perez Del Castillo avait fait la proposition pour une approche 2+2, autrement dit, lancer les négociations sur la facilitation des procédures administratives et la transparence dans les marchés publics, avec une première phase qui serait consacrée à la discussion sur les modalités, et renvoyer l'investissement et la politique de concurrence aux groupes de travail pour une clarification supplémentaire. Cette proposition englobe aussi l'exclusion de ces deux derniers sujets de l'engagement unique.

Il a aussi signalé que d'autres types de combinaisons avaient été mis sur la table par certains membres. Il s'agit, entre autres, d'une approche 1+3 (discuter de la facilitation des échanges et renvoyer les trois autres sujets aux groupe de travail) ; d'une approche 2+0 (discuter la facilitation et de la transparence et exclure les deux autres de l'agenda de Doha); enfin une dernière proposition préconise un retour au texte de Derbez. De nombreux membres n'ont cependant fait aucun mouvement depuis Cancun et continuent de s'appuyer sur leurs options initiales.

Coton

Sur la question de l'initiative sectorielle sur le coton et des développements qu'elle a engendré à l'OMC, le Président Castillo a commencé par aborder des questions procédurales, notamment celle de savoir si le cas du coton doit être négocié dans le giron de l'agriculture ou si au contraire, il doit faire l'objet de négociations spécifiques.

Selon le Président, les membres souhaitent, dans leur " majorité ", voir la question du coton abordée comme partie intégrante des discussions sur l'agriculture alors que les principaux protagonistes de l'initiative sectorielle sur le coton que sont le Mali, le Bénin, le Burkina Faso et le Tchad poussent pour un traitement autonome et individuel de cette question. Même si Perez Del Castillo reconnaît que la première phase de consultation a été utile, il reste cependant dubitatif, comme d'autres membres, arguant que seuls des progrès significatifs au cours de cette seconde phase pourraient permettre d'atteindre les objectifs au 15 décembre.

Revenant sur cette réunion du 15 décembre, le Président a annoncé que celle-ci ne devrait pas être vue comme une nouvelle date butoir pour les négociations mais juste comme un pas de plus en avant pour des pourparlers plus ouverts et plus substantiels à partir de cette date.

Dans une déclaration faite lors de la réunion des chefs de délégation, l'Ambassadeur de l'Inde, K.M Chandrasekhar, a affirmé qu'en ce qui concerne les négociations agricoles, les membres doivent encore s'atteler à résoudre des problèmes relatifs à la fois aux trois piliers de l'accord agricole et au traitement spécial et différencié.

Sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, il a insisté sur le fait que beaucoup de travail reste encore à faire sur la question des formules et de l'approche sectorielle. Cette observation vaut aussi, selon l'Ambassadeur indien, pour les thèmes de Singapour qui doivent nécessiter encore une attention toute particulière en terme de clarification.

En abordant les questions relatives à la mise en œuvre, au traitement spécial et différencié et aux préoccupations de développement, l'Ambassadeur Chandrasekhar a rappelé toute l'importance que les Ministres avaient accordé à Doha à ces sujets. Cela étant, il a insisté sur une des positions défendues par l'Île Maurice, au nom du groupe africain, qui dit qu'il ne saurait y avoir de résultats positifs globaux en dehors d'un traitement également satisfaisant des sujets d'intérêt pour les pays en développement.

Des Ministres ont aussi affirmé que les sujets d'intérêts pour les PMA doivent être traités avec un esprit constructif et réaliste. Concernant le texte de Derbez, les pays africains ont reconnu que même s'il a encore besoin de plus d'approfondissement et de substance, il reste une bonne rampe de lancement pour les futures négociations. Poursuivant dans cette lancée, les ministres africains ont ajouté que le G20 et le groupe africain partagent de fortes convergences sur nombre de sujets, notamment agricoles ; ce qui, de leur point de vue, prédispose le G20 à être un bon " avocat " pour aider à plaider la cause des africains.

Dans son commentaire fait à la réunion des chefs de délégation, le Bénin est revenu sur la question coton pour affirmer son caractère prioritaire et la nécessité de la traiter indépendamment des autres sujets.

Négociations Sur L'Agriculture : La Réunion En " Green Room " Des 20 Et 21 Novembre Stigmatise Le Manque D'Engagement Des Membres

Carlos Perez del Castillo, président du Conseil général, a mené, les 20 et 21 novembre, des consultations informelles en " green room " sur l'agriculture avec un groupe de près de 30 Membres clés de l'OMC. Le président Perez del Castillo - qui avait espéré que les Membres procéderaient à des négociations sur divers éléments figurant dans le projet de texte le plus récent sur l'agriculture - a fait part, après les

réunions, de sa déception à propos de ce qu'il appelait " une persistance des divergences sur les grandes questions ".

Face à un blocage persistant dans les discussions globales sur l'agriculture, le président Perez del Castillo se demandait s'il serait en mesure de proposer un nouveau texte sur l'agriculture d'ici la réunion de haut niveau du Conseil Général prévue le 15 décembre. Selon plusieurs sources, les Membres penchent en faveur d'une solution aux termes de laquelle ils arriveraient à un accord à une date ultérieure durant le premier trimestre de 2004. Certains Membres, notamment l'UE, se sont même interrogés sur le point de savoir s'il était opportun de convoquer une réunion des hauts fonctionnaires si les Membres " ne sont pas prêts le 15 décembre".

Absence de convergence, repli sur les anciennes positions

Après la réunion des 20 et 21 novembre, la première dans la seconde phase du processus de consultation après Cancun mené par Perez del Castillo, le président du Conseil général a fait part de sa déception quant aux résultats des consultations. Il a déclaré qu'elles avaient révélé une absence de " toute convergence " dans les positions et a fait part de sa préoccupation à propos de la persistance des difficultés en ce qui concerne les grandes questions de l'accès aux marchés, du soutien interne et de la concurrence à l'exportation. Le président Perez del Castillo a expliqué que son idée initiale avait été " de trouver un terrain d'entente ", mais qu'il n'en avait pas constaté dans la salle de réunion. En raison de l'absence d'un mode de négociation réel, le président du Conseil général a déclaré qu'à ce stade, " Je n'ai même pas de base pour un texte révisé ". Del Castillo avait annoncé plus tôt qu'il tenterait de présenter un texte révisé sur l'agriculture, qui serait basé sur tout terrain d'entente qui émergerait durant le processus consultatif.

Le G-20 présente une proposition

Durant les discussions, le G-20 a présenté une version révisée du 'texte de Derbez' du 13 septembre (la seconde révision du projet de texte

ministériel de Cancun). Le groupe avait déjà préparé ce texte à Cancun, mais vient seulement de le présenter officiellement. Sur le soutien interne, le G-20 a proposé que la réduction des mesures de la Catégorie orange (soutien qui fausse les échanges) sur une base spécifique par produit " reste en négociation ", que les mesures de la Catégorie bleue (subventions découplées seulement partiellement aux fins des programmes de limitation de la production) soient en fin de compte éliminées progressivement et que les disciplines de la Catégorie verte (soutien essentiellement découplé et ayant tout au plus des effets de distorsion minimale sur les échanges) soient " renforcées ".

En ce qui concerne l'accès aux marchés, le Groupe a appelé à une expansion obligatoire des contingents tarifaires, ainsi qu'à l'élimination de la sauvegarde spéciale pour les pays développés. Pour les pays en développement, le G-20 a proposé de réintroduire une formule de réduction tarifaire à trois volets, en se servant de la formule du Cycle d'Uruguay sur une base générale, mais avec différents niveaux d'engagement de réduction. L'Inde, en particulier, a fait valoir qu'une étude qu'elle avait menée avait montré que le recours à l'approche par groupes proposée dans le projet de texte de Derbez ne réduirait les droits de douane des pays développés que de 30% en moyenne, alors que les pays en développement auraient à réduire leurs droits de douane de 30 à 70%. Pour ce qui est de la concurrence à l'exportation, la coalition de pays en développement a insisté essentiellement sur la fixation d'une date pour l'élimination des subventions à l'exportation.

Commentaires de l'UE et des Etats-Unis

Durant les discussions, l'UE a de nouveau demandé que la 'Clause de paix' soit prorogée au-delà du 31 décembre 2004, une demande vivement rejetée par divers pays du G-20 et du Groupe de Cairns. Sur l'élimination progressive des subventions à l'exportation, le bloc commercial européen a déclaré qu'il ne pourrait répondre à cette demande tant qu'il n'avait pas conclu son processus de consultation interne.

Les Etats-Unis auraient insisté pour avoir une formule de réduction tarifaire uniforme pour tous les Membres, y compris les pays en développement, mais étaient disposés à accorder à ces pays un traitement spécial et différencié sous forme d'engagements de réduction plus faibles. Commentant les propositions du G-20 sur le soutien interne, les Etats-Unis ont déclaré qu'ils préféreraient l'approche adoptée dans le texte de Derbez ; ils ont ajouté que si un processus en deux étapes était envisagé pour la réduction au titre de la Catégorie bleue, ceci devrait également s'appliquer aux droits de douane.

Selon des sources, le président Perez del Castillo projette de reprendre les consultations sur l'agriculture dans les deux prochaines semaines.

Le Comité de l'agriculture débat du projet de loi américain (Farm Bill) sur l'agriculture et de l'assistance aux PMA lors de sa session ordinaire du 20 Novembre

Le Comité de l'agriculture de l'OMC a tenu, le 20 novembre, sa dernière session régulière de l'année. La session, d'une durée de trois heures, a compris des discussions sur la loi américaine sur l'agriculture 2002 (Farm Bill), sur les importations de céréales pour les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires et sur les pays les moins avancés (PMA), ainsi que sur l'initiative de financement proposée par le FMI pour les pays en développement. En ce qui concerne le Farm Bill, le Canada, l'Australie, le Brésil et l'Argentine ont demandé à quelle date les Etats-Unis projetaient de notifier au Comité de l'Accord sur l'agriculture de son intention d'exempter certains paiements des engagements de réduction en matière de soutien interne. L'Australie a spécifiquement demandé des éclaircissements sur les programmes de paiements contracycliques et de paiements en cas de catastrophes agricoles sur plusieurs années. Les Etats-Unis ont répondu qu'ils en feraient la notification dès que possible. Durant la session, l'Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a fait état du fait que, selon les prévisions, la facture combinée des importations de céréales pour les PMA et les pays en développement importateurs nets de

produits alimentaires s'élèverait à 7,3 milliards de dollars US pour 2003/04, soit une baisse de près de 10% par rapport à l'année antérieure, mais qu'elle serait toutefois toujours au-dessus du niveau des quatre années précédentes. L'Organisation a noté que l'aide alimentaire continuait d'être importante pour les PMA. S'expliquant sur une nouvelle initiative annoncée à Cancun, le FMI a déclaré qu'il fournirait un appui financier aux Membres dont la balance des paiements subit un impact négatif découlant de la série actuelle de négociations commerciales, et une aide financière supplémentaire si l'impact de la libéralisation des échanges s'avérait plus lourd que prévu dans ces pays.

NOUVELLES DE L'OMC

**La Réunion Informelle Du 24 Novembre
Sur La Facilitation Des Echanges
Confirme Le Flou Qui Entoure Encore Les
Thèmes De Singapour**

Après la réunion informelle du 12 novembre sur les quatre thèmes de Singapour et le rapport présenté le 18 novembre par le Président du Conseil général, Carlos Perez Del Castillo, pour faire le point sur les thèmes majeurs, une réunion a été consacrée, le 24 novembre dernier à la Facilitation des échanges. Au cours de cette réunion, de nombreux membres, parmi la trentaine de participants à la réunion, ont exprimé leur surprise quant à la façon de procéder du Directeur général adjoint, Rufus Yerxa, qui présidait la rencontre au nom de Carlos Del Castillo. En effet, alors qu'aucun accord n'avait été obtenu à la réunion du 12 novembre sur la formule dite du 2+2 les membres ont été invités à faire leur commentaire sur l'annexe E du texte de Derbez (Rev.2).

Le concept de la formule dite du 2 + 2 est apparu au cours de la première phase de consultation sur les thèmes de Singapour. Au cours de la rencontre du 12 novembre, le Président avait en effet fait part

de ses doutes quant aux chances des membres de réaliser des progrès significatifs d'ici la réunion de haut niveau du Conseil général prévu le 15 décembre prochain..

Pour faire avancer les thèmes de Singapour, il a suggéré que les Membres pourraient peut-être convenir d'ouvrir des négociations sur la transparence des marchés publics et la facilitation des échanges lors de la réunion du 15 décembre et de débattre par la suite de leurs modalités respectives. Sur les questions portant sur l'investissement et la concurrence, il a suggéré que les Membres pourraient convenir de redémarrer le processus de clarification sur les modalités. Ceci pourrait alors mener à plusieurs options, notamment l'adoption d'accords plurilatéraux, qui donnent l'opportunité d'adhérer ou de se retirer d'un tel accord.

Cette suggestion du président semble en contradiction avec la position adoptée par plus de 70 pays en développement à Cancun, selon laquelle des négociations ne devraient démarrer sur aucun des thèmes de Singapour, mais paraît plus proche de la position de l'UE. La proposition d'accords plurilatéraux semble émaner d'une réflexion au sein de la Commission européenne qui, dans ses documents internes récents après Cancun, a suggéré qu'une option pour les questions relatives à l'investissement et à la concurrence serait d'avoir des accords plurilatéraux. A Cancun, le commissaire européen au commerce, Pascal Lamy, avait proposé le retrait pur et simple d'au moins deux (investissement et concurrence) et probablement d'un autre (passation des marchés publics) des thèmes de Singapour du programme de travail de Doha. Toutefois, Lamy a récemment déclaré que l'UE était en train de reconsidérer sa position et que l'offre n'était plus valable.

De nombreux pays en développement dont l'Argentine, le Brésil, la Chine, l'Indonésie, les Philippines, le Bangladesh, au nom des pays les moins avancés (PMA) et Maurice, représentant le groupe des pays africains, ont fermement manifesté leur opposition et ont clairement spécifié que la voie plurilatérale n'était pas une option. A leur

sens, ceci porterait préjudice à l'OMC et constituerait un recul pour le système commercial multilatéral, en ramenant à la période antérieure au Cycle d'Uruguay. Ces pays ont également réitéré qu'ils n'étaient pas prêts à ouvrir des négociations tant qu'il n'y a pas d'accord sur les modalités et les objectifs à réaliser avec ces nouveaux accords.

La Commission européenne a déclaré que l'UE n'avait pas encore adopté une position formelle sur les thèmes de Singapour. Toutefois, son représentant a défendu l'approche plurilatérale et exprimé l'appui de l'UE à cette approche. Le Costa Rica également s'est dit favorable à une telle approche.

Concernant la proposition dite 2 plus 2 du président du Conseil général, le Japon s'est dit disposé à la prendre en considération. Singapour également a fait savoir qu'il pourrait accepter la proposition du président de transférer les questions relatives à l'investissement et à la concurrence aux Groupes de travail pour une clarification plus poussée. De même, les Etats-Unis ont annoncé qu'ils examineraient la proposition du président.

La Corée du sud a dit préférer l'approche des thèmes de Singapour contenue dans le texte de Derbez (c'est-à-dire le projet de texte ministériel de Cancun du 13 septembre) ; elle était toutefois disposée à prendre en considération la proposition du président.

Rejetant en fait la proposition du président, l'Indonésie souhaitait le retrait de trois (investissement, concurrence et marchés publics) des thèmes de Singapour de l'agenda de Doha et de l'OMC. Elle a reçu l'appui de la Malaisie et du Bangladesh.

Par ailleurs, tout en étant prêt à accepter la recommandation du président visant le démarrage de négociations sur la facilitation des échanges et la transparence des marchés publics, le Mexique souhaitait le retrait total des thèmes de l'investissement et de la concurrence.

Au nom du Groupe africain, Maurice a déclaré qu'il prendrait en considération la proposition du président. Toutefois, Maurice n'a aucun mandat pour modifier la position claire du Groupe depuis la réunion ministérielle de Cancun, qui est de poursuivre le processus de clarification sur l'ensemble des 4 thèmes de Singapour. Maurice a ajouté que s'ils devaient accepter la proposition, les préoccupations du Groupe africain devraient être pleinement prises en compte.

Le Brésil s'est dit ouvert à l'ensemble des 4 thèmes, mais a déclaré qu'il était toutefois crucial que la prise en compte des thèmes de Singapour adhère au mandat de Doha qui exige un consensus explicite sur les modalités avant que des négociations ne puissent être ouvertes. A cet égard, la proposition du président est incompatible avec le mandat de Doha. Le Brésil a également indiqué que des avancées sur les thèmes de Singapour dépendront des progrès réalisés dans d'autres domaines.

Sur ce point, selon la Nouvelle-Zélande, du fait qu'il y avait un certain degré de convergence sur les questions de la facilitation des échanges et de la transparence des marchés publics, le débat sur les modalités pour ces deux thèmes pourrait être entamé actuellement, afin qu'un consensus puisse se dégager avant la réunion des hauts fonctionnaires du 15 décembre, pour que la décision de l'ouverture des négociations soit prise lors de cette réunion.

Le Rapport De L'Organe D'Appel De L'OMC Sur Le Différend Sur L'Acier Donne Tort Aux Etats Unis

L'Organe d'Appel de l'Organisation Mondiale du Commerce a confirmé, le lundi 10 novembre dernier, l'illégalité des droits de douane sur les importations d'acier établis par les Etats-Unis en début 2002. Il ouvre ainsi la voie à des représailles internationales contre les surtaxes imposées par les Etats-Unis à leurs importations d'acier, en approuvant en appel la plainte déposée par l'Union

européenne (UE) et sept autres puissances commerciales (Brésil, Chine, Japon, Nouvelle-Zélande, Norvège, Corée du Sud, Suisse). Sommé par l'OMC de supprimer ces surtaxes imposées en mars 2002, sous peine de déclencher des sanctions commerciales européennes et d'autres partenaires importants, les USA se retrouvent dans une situation délicate.

Bref rappel des faits

En mars 2002, les Etats-Unis décident d'imposer sur leurs importations d'acier, soit 10% du commerce mondial, des tarifs douaniers allant de 8 à 30%. Les motifs de cette mesure étaient moins économiques que politiques. Le secteur sidérurgique américain va mal. Lors des quatre dernières années, trente et un des soixante-dix sidérurgistes américains ont fait faillite, soit 63000 salariés qui sont licenciés. Ceci pose un problème majeur pour alimenter les fonds de pension destinés aux retraités de ce secteur. Plutôt que de chercher à innover, à réaliser des gains de productivité, à se restructurer pour améliorer leur rentabilité, les sidérurgistes américains préfèrent demander de l'aide à l'Etat Fédéral.

L'Union Européenne, représentée par Pascal Lamy, le commissaire européen au commerce, est montée au créneau dès l'annonce de cette mesure. Cette dernière, premier fournisseur d'acier des Etats-Unis, est concernée en premier lieu alors que la plus grande partie de l'acier australien est exemptée de taxes. Le risque est grand pour l'Europe: la fermeture du marché américain va entraîner l'afflux d'acier sur le vieux continent, déjà fortement importateur, avec à la clé la crainte d'une baisse du prix de l'acier qui pénaliserait les industries sidérurgiques européennes, soit 270 000 emplois menacés.

Le coût s'élève pour l'acier européen à 2,3 milliards d'Euros par an. L'Europe menace les Etats-Unis de représailles économiques sous la forme de taxes à l'importation d'un certain nombre de produits choisis comme les agrumes de Floride, mais aussi des produits textiles, des chaussures ou des motos. L'enjeu pour l'Union Européenne est d'empêcher que la situation politique des Etats-Unis n'influence

le fonctionnement du commerce international et menace toute une industrie.

Satisfaction européenne

Dans un rapport de près de 200 pages, l'Organe d'Appel de l'OMC, instance suprême chargée de trancher les litiges commerciaux internationaux, a jugé les mesures prises en mars 2002 par le président George W. Bush "incompatibles avec l'accord sur les sauvegardes" de l'Organisation.

Confirmant une décision de juillet dernier, l'Organe a donc recommandé à l'OMC de demander aux Etats-Unis de "rendre leurs mesures de sauvegarde conformes à leurs obligations au titre de ces accords". Les Etats-Unis vont donc devoir rapidement supprimer ces droits de douane illégaux - d'un maximum de 30 %, mais qui ont été abaissés depuis - mis en place par le gouvernement américain protéger son industrie sidérurgique.

Dès l'annonce du verdict, les huit membres de l'OMC à l'origine de la plainte (UE, Brésil, Chine, Japon, Nouvelle-Zélande, Norvège, Corée du Sud, Suisse) ont crié victoire et menacé de prendre des contre-mesures si les USA ne respectent pas la décision de l'OMC. Cette décision "ne laisse pas d'autre choix aux Etats-Unis que l'abolition sans délai" de ces mesures, ont-ils estimé dans un communiqué commun. Les Etats membres affectés par les surtaxes américaines "seront habilités à appliquer des mesures de rééquilibrage et à prendre toute autre action appropriée conformément aux règles de l'OMC (...) si ces mesures de sauvegarde ne sont pas abolies", ont-ils conclu.

L'Union européenne a déjà menacé d'appliquer des mesures de rétorsion, pour un montant maximum de 2,2 milliards de dollars (1,92 milliard d'Euros), sur une série d'importations en provenance des Etats-Unis telles que les textiles, chaussures, fruits et légumes. Afin de faire pression sur les USA, l'UE vise avant tout des productions originaires d'Etats américains "sensibles" lors d'une élection, comme la Floride.

La Commission européenne estime que l'OMC pourrait adopter le rapport de l'Organe d'Appel le

1er décembre, ce qui signifie que les sanctions de l'UE pourraient entrer en vigueur dès le 6 décembre et au plus tard le 15 décembre.

Mais aux dernières nouvelles, on apprend que les États-Unis bénéficieront de neuf jours supplémentaires pour se conformer à ce jugement de l'OMC suivant lequel leurs droits prélevés sur des importations d'acier sont illégaux. En effet, les États membres de l'OMC devaient à l'origine se réunir le lundi 1er décembre pour avaliser le verdict de la plus haute instance juridique de l'Organisation. Cette réunion a été reportée au 10 décembre. L'UE a réaffirmé qu'elle était prête à infliger des sanctions financières aux USA dans les cinq jours de l'approbation du verdict par l'OMC, si les droits incriminés n'étaient pas abrogés.

Sources :

OMC, Rapport de l'Organe d'Appel

http://www.wto.org/french/tratop_f/dispu_f/248_259_abr_f.doc

"Acier : l'OMC donne raison à Bruxelles contre Washington " (Article du Monde avec Reuters et AFP) du 11 Novembre 2003

ICTSD

Harbinson Quitte La Présidence Des Négociations Agricoles A L'OMC

Stuart Harbinson a annoncé, le 6 novembre, son intention d'abandonner la présidence de la session spéciale (de négociation) du Comité de l'Agriculture de l'OMC. Harbinson, ancien représentant permanent de la Chine de Hong Kong à l'OMC, avait été choisi par les Membres de l'OMC, en février 2002, pour présider la session spéciale du Comité de l'agriculture. En tant qu'ancien président du Conseil général de l'OMC, Harbinson était considéré comme le cerveau de la facilitation réussie d'un projet exposant un nouveau mandat de négociation pour l'agriculture, adopté par les Membres en 2001, à Doha.

S'expliquant sur sa décision - pas totalement inattendue-, Harbinson a déclaré qu'au moment où

les Membres entraient dans une nouvelle phase des négociations agricoles, " je pense qu'un nouveau président serait plus à même d'apporter la perspective neuve dont nous avons besoin à présent. " Revenant sur mon mandat de 18 mois en tant que président des négociations agricoles, il a clairement indiqué qu'il n'avait " pas de regrets ", mais qu'il était " temps, à présent, que quelqu'un d'autre reprenne le flambeau ". En annonçant sa décision, Harbinson a toutefois déclaré qu'il reconnaissait la nécessité d'assurer la continuité et qu'il resterait à son poste jusqu'à ce qu'un successeur soit choisi. Selon des sources dans les milieux de l'OMC, il n'y a pas encore eu de débats sur un successeur pour Harbinson, et encore moins sur des candidatures sérieuses pour reprendre son poste. Des sources ont également indiqué qu'il était entendu parmi les Membres qu'avec la démission d'Harbinson, tous les présidents actuels devraient en principe être remplacés. Toutefois, quelques Membres clés aimeraient conserver la possibilité de garder certains des présidents ou même de faire une rotation de certains postes de présidents.

SUR LE FIL

Coton Africain : La France Propose Aux Quinze Une Nouvelle Initiative En Faveur Du Coton Africain

A travers un document intitulé, Non papier de la France : Pour une initiative Européenne " Filière coton et développement " en Afrique (Doc. n° 88/03 PROBA), la France propose aux autres Membres de l'Union Européenne d'évoquer la problématique du coton lors des sessions du Conseil Affaires Générales Relations extérieures de l'Union Européenne consacrées spécifiquement au développement dès le 18 novembre 2003.

Cette proposition qui vient à un moment où l'OMC lancent de timides tentatives pour relancer les pourparlers agricoles bloqués depuis Cancun, devait ensuite être examinée par le conseil du

développement de l'Union, dans le cadre d'une réunion tenue à Bruxelles par les ministres des Affaires étrangères des Quinze. Le " programme d'action " préparé par la France s'appuie sur " trois axes majeurs ", " la correction des facteurs externes de déstabilisation du marché " (autrement dit les subventions des pays riches), " la consolidation des filières africaines " et enfin " l'élaboration d'un cadre permettant de répondre aux effets de la volatilité des cours ", selon le document de présentation de la proposition française.

Selon le gouvernement français, cette démarche qu'il tente de faire porter à toute l'Europe est une réponse concrète aux problèmes soulevés par " l'initiative coton " lancée par quatre pays producteurs d'Afrique de l'ouest et du centre (Mali, Bénin, Burkina Faso et Tchad), avant la conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Cancun en septembre dernier. L'incapacité des pays développés et notamment des Etats-Unis, qui subventionnent massivement leur secteur cotonnier, à répondre aux demandes des pays africains avait contribué à l'échec de la conférence

Selon le document français, " l'enjeu des filières coton en termes de développement est vital parce qu'elles concernent 2 millions de producteurs et quinze millions de personnes parmi les plus pauvres et parce qu'elles sont très performantes, même si leur compétitivité pourrait être menacée par un relâchement des efforts de recherche et d'adaptation technologique ". La disparition de ces filières " aurait de graves conséquences en termes de paupérisation des zones rurales, renforcement de l'exode, incitation indirecte aux cultures illicites et déstabilisation des pays concernés ", ajoute le texte. Dans le cadre de l'OMC, le document français demande que l'Union européenne soutienne les quatre pays producteurs africains et fasse aboutir la réforme des subventions " par le biais d'un découplage partiel entre les aides versées aux producteurs et les quantités produites ".

En second lieu, il suggère de réaliser " un plan de développement durable des zones cotonnières " visant " la restructuration, la consolidation et le

développement des filières coton ". Il propose notamment de renforcer " l'organisation et la représentation des producteurs et des interprofessions, notamment en soutenant financièrement leur entrée dans le capital des compagnies cotonnières ". Il s'agit, dit le texte, de " promouvoir une filière coton équitable en Afrique et les conditions d'une transformation industrielle du coton au niveau régional ".

Le troisième volet de l'initiative consisterait à appuyer les fonds nationaux existants de protection contre la volatilité des cours et la création de nouveaux, à " apporter un soutien à la mise en place d'un fonds d'assurance régional privé pour garantir un revenu minimum aux producteurs ", financé initialement par l'UE et d'autres bailleurs, notamment les Etats-Unis. Paris propose enfin de mobiliser les institutions financières internationales (FMI, Banque Mondiale, etc.) " afin de permettre l'adaptation de leurs modalités d'intervention à la volatilité des cours des matières premières " et de poursuivre, au bénéfice des pays producteurs, le programme d'allègement de la dette des pays les plus pauvres en cas de dégradation de leurs exportations par suite d'un choc d'origine externe.

L'UE Adopte Sa Stratégie De Négociation Post-Cancun

Dès l'échec de la Conférence ministérielle de Cancun, l'UE s'est lancée dans un processus interne de consultations devant mener à l'adoption d'un document de stratégie destiné à apporter une contribution pour la relance des négociations à l'OMC. Au terme de ce processus, un document de synthèse a été publié le 26 novembre dernier. Il regroupe les thèmes de négociation en 3 groupes définis et hiérarchisés selon l'aptitude de l'Union à faire des concessions supplémentaires. Si la Commission considère qu'elle va faire des efforts sur certains sujets de négociation ou que la situation actuelle permet d'aller de l'avant sur d'autres, elle maintient que sur quelques points spécifiques - Tarifs industriels et Services -, il appartient aux autres Membres de l'OMC de faire

des concessions pour débloquer les négociations. Par ailleurs, elle rappelle que sa volonté de négocier ne doit pas faire oublier l'échec de Cancun. Cette attitude entre en droite ligne avec les déclarations faites par les commissaires européens Lamy et Fischer qui estompent le doute européen sur l'efficacité du multilatéralisme. Quand bien même, cet engagement pour le renforcement du système multilatéral devra être soutenu par une série de réformes minimales.

Le moins que l'on puisse dire est que l'UE montre de bonnes dispositions sur un certain nombre de domaines - Thèmes de Singapour, Commerce et Environnement et Indications Géographiques - dans lesquels elle estime encore pouvoir faire des concessions.

Sur les thèmes de Singapour, l'UE propose une approche qui délierait ces questions des autres domaines de négociation du cycle de Doha. Elle considère que certains thèmes de Singapour - voire la totalité - peuvent être négociés sous la forme d'accords plurilatéraux qui n'engageraient que ceux des Membres qui le souhaitent, tout en restant dans le cadre de l'OMC. L'UE estime que chacun des thèmes de Singapour présente des spécificités propres qui justifient son retrait du paquet de Doha.

Sur les relations entre Commerce et environnement, la nécessité du soutien du développement durable par le commerce est réitéré. Mais l'accent est surtout mis sur l'engagement politique d'assurer la cohérence entre les règles environnementales et les règles commerciales et sur l'ouverture des marchés aux pays en développement dans le commerce des biens et services environnementaux. Sur ce dernier point, le renforcement des capacités des pays en développement à travers l'assistance technique est considéré comme une des mesures d'accompagnement.

Sur la question des Indications Géographiques, trois objectifs principaux sont poursuivis dans la négociation avec en toile de fond le souci du développement rural à travers le monde. Ces 3 objectifs sont l'extension du niveau de protection

qui couvre actuellement les vins et les alcools à d'autres produits ; la récupération d'une liste limitée d'IG utilisées dans des pays d'où ces indications géographiques ne sont pas originaires et la création d'un registre multilatéral pour les IG. Enfin, l'UE envisage de réactualiser le dossier sur les matières premières dans le cadre de l'OMC à travers l'adoption d'un plan d'action en début 2004. Dans sa communication, l'UE dégage deux domaines dans lesquels - Agriculture et Coton - elle estime que l'état actuel des propositions et des préoccupations des différents membres permettrait de commencer sérieusement des négociations.

D'abord, sur la question de l'Agriculture, la Commission commence par rappeler qu'elle a consenti un certain nombre de concessions qui pourraient faciliter la négociation, mais qui n'ont pas eu l'écho escompté chez les partenaires (offre de réductions substantielles dans la boîte orange incluant les subventions qui ont un réel effet de distorsion sur les échanges et acceptation des disciplines dans la boîte bleue).

A titre d'exemple, elle mentionner l'offre d'élimination des subventions les plus nuisibles pour les produits les plus sensibles des pays en développement dont aucun n'a présenté de liste de produits pour s'en prévaloir. Par ailleurs, l'UE estime que d'autres Membres de l'OMC, les pays en développement dits émergents notamment, devraient suivre son exemple d'offrir un accès sans quotas et avec franchise de droit de douane pour les PMA pour lutter contre l'érosion continue des marges de préférences au bénéfice de ces pays.

Ensuite, sur la question du coton, l'UE penche pour une solution spécifique qui contiendrait trois éléments: un engagement explicite d'accorder un accès au marché sans droits de douane ni contingents pour les importations des pays les moins avancés; une réduction substantielle des soutiens domestiques qui perturbent le plus les échanges et enfin, et enfin l'élimination des soutiens aux exportations, où la Commission inclura le coton comme produit d'intérêt particulier aux pays en voie de développement dans la liste

des produits pour lesquels les subventions européennes à l'exportation seront éliminées.

Mais la commission inscrit cette solution spécifique dans le cadre des négociations agricoles à l'OMC ; ce qui semble aller dans le sens contraire des exigences des pays africains signataires de l'initiative sectorielle sur le coton. En outre, l'UE continue de mettre l'accent sur le rôle des autres organisations internationales compétentes pour soutenir la modernisation et la restructuration du secteur du coton dans les PMA. Ce raisonnement est dès fois perçu par les défenseurs de l'initiative comme une tentative de négation de l'impact réel des subventions sur la crise du coton.

Plus critique à l'endroit des autres Membres, l'UE estime que dans deux domaines précisément - les tarifs industriels et les services - ceux ci doivent aller dans le sens de faire des concessions supplémentaires pour rester fidèle aux prescriptions du mandat de Doha.

Sur les tarifs industriels, l'UE estime que les propositions présentées à Cancun pour la diminution des droits de douane, sous formes d'exception et d'exclusions de réductions tarifaires, " auraient abouti à un degré très faible d'engagements " de la part des pays en développement dont ce secteur représente 70% des exportations. L'UE s'estime donc en droit d'attendre un niveau d'engagement plus élevé. En outre, elle maintient sa proposition de " réduire les droits de douanes selon une formule unique, pour s'attaquer aux pics tarifaires et escalades tarifaires, et négocier des réductions réciproques approfondies pour le textile et les vêtements aussi proche de zéro que possible. "

Sur le commerce des services, la Commission attend un peu plus d'engagement de la part des pays développés. Elle s'attend encore à une prise explicite d'engagement pour mettre aux négociations sur les services de vraiment démarrer. Pour mieux stigmatiser sa position d'avant garde sur la question, elle réitère sa proposition pour l'ouverture des échanges de services " notamment ceux d'intérêt particulier pour les pays en

développement tels que l'entrée temporaire de prestataires de services (mode 4).

Sources : <http://europa.eu.int/>

UEMOA : Les Ministres De L'Agriculture Et Du Commerce Se Concertent Sur Les Négociations Post-Cancun

Les Ministres chargés du Commerce et de l'Agriculture des États membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), réunis le 21 novembre 2003, à Ouagadougou, au Burkina Faso, à l'initiative de la Commission de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), ont tenu une concertation régionale sur les négociations post Cancun, en vue de définir une stratégie régionale de défense des positions communes de l'Union.

L'objectif primordial était d'assurer la coordination des positions de négociations des États membres de l'UEMOA sur les questions en discussion au sein de l'OMC après Cancun, en vue de leur participation efficiente et efficace aux négociations et leur insertion au système commercial multilatéral pour tirer pleinement avantage du processus de négociations post Cancun. A cet égard, les pays membres insistent sur le fait que les questions de développement restent leur priorité dans les discussions.

Les ministres ont dégagés des positions communes sur un certain nombre de points de négociations :

Agriculture : En raison de la part prépondérante qu'occupe le secteur de l'agriculture dans l'économie des États membres de l'UEMOA, avec près de 70% de la population active, les pays membres estiment que les négociations sur ce thème doivent faire l'objet d'une attention toute particulière de l'UEMOA. A cet effet, les négociations sur l'agriculture doivent viser à établir un système commercial multilatéral équitable et évoluer vers les objectifs suivants :

- la réduction substantielle des niveaux des droits applicables aux produits agricoles;
- le libre accès de tous les produits agricoles originaires des pays en développement et des pays les moins avancés aux marchés des pays développés ;
- la réduction substantielle des mesures de soutien interne visant à promouvoir la production agricole et pouvant créer des distorsions sur le marché ;
- l'examen critique de l'utilisation des mesures de la "boîte verte" et de la "boîte bleue", en vue d'en limiter l'utilisation abusive ;
- l'élimination des subventions à l'exportation ;
- l'appui au développement du secteur agricole dans les pays en développement en général et les PMA en particulier.

Coton : En ce qui concerne l'initiative sectorielle sur le coton, les Etats membres insistent sur la nécessité de traiter cette question de manière spécifique, en dehors des négociations agricoles et sur celle de trouver des solutions idoines relatives à la mise en place d'un système de réduction des soutiens à la production cotonnière en vue de leur élimination totale. Ils réaffirment la nécessité de mesures transitoires en faveur des pays en développement africains producteurs de coton, notamment par la mise en place d'un mécanisme de compensation des pertes de revenus liées aux pratiques de subventions des pays développés.

Outre ces actions visant à assainir le fonctionnement du marché mondial du coton, l'UEMOA se fixe comme objectif d'assurer, avec l'appui des partenaires bilatéraux et multilatéraux, la transformation d'au moins 25% du coton produit dans la zone, à l'horizon 2010.

Sur la question de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, les Etats membres soulignent l'urgence de parvenir à un accord sur les modalités visant la réduction des crêtes tarifaires, la progressivité des droits et l'élimination des obstacles non tarifaires.

En ce qui concerne les "questions de Singapour", les pays membres affirment rester solidaires de la position de l'Alliance tripartite Afrique, Caraïbes et

Pacifique (ACP), Union Africaine (UA) et Pays les Moins Avancés (PMA), à savoir différer le lancement des négociations sur ces questions et demander aux groupes de travail concernés de continuer leurs travaux de clarification.

Prenant en compte le statut des États membres de l'UEMOA, ceux-ci restent favorables au maintien du principe du traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement et des PMA et proposent l'adoption d'un protocole pour la mise en œuvre effective des engagements pris à ce titre par les pays développés membres de l'OMC.

Sources : www.uemoa.int

EVENEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l'OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <http://www.ictsd.org/cal/index.htm>.

EVENEMENTS A l'OMC

1er décembre, OMC, Genève, organe de règlement des différends

1er décembre ; OMC, Genève, Commerce du commerce dans les services financiers

1er décembre, OMC, Genève, Organe de règlement des différends

2-3 décembre, Comité des accords commerciaux régionaux

5 décembre, OMC, Genève, Comité du commerce des services

8 décembre, OMC, Genève, Sous-comité sur les PMA, WTO/AIR/2212

15 - 16 décembre, OMC, Genève, Conseil général

18 décembre, OMC, Genève, Conseil général

Evènements ailleurs

1-2 décembre, Amsterdam, Pays-bas, Maximiser le potentiel du développement durable, Partenariat public-privé pour le développement durable : contact : E.N.G. European Networking Group at tel +31 (0)20 305 0950; email: sustainability@eng-nl.com; Internet: <http://www.eng-nl.com>.

1-4 décembre, Berlin, Allemagne, Réunion sur l'utilisation durable et la conservation de la diversité biologique : un défi pour la société. Telephone: 49-228-81-99-611, Fax: 49-228-81-99-640, Email: meltem.cosar@dir.de, Web Site: <http://www.biodiversity-symposium.de>

1 - 5 décembre, Accra, Ghana, Réunion annuelle du réseau " Africa Trade Network ". Contact : www.twnafrica.org

1-12 décembre, Milan, Italie, 9ème Conférence des parties à la conventions des Nations-Unies sur le changement climatique (COP 9) contact: UNFCCC Secretariat, tel: (49 228) 815-1000, fax: 815-1999, email: secretariat@unfccc.int, Internet: <http://www.unfccc.int/>

2 - 5 décembre, Niamey, Niger, Conférence sur les systèmes agricoles durables dans les zones arides, Contact: Arnie Schlissel, IPALAC, Secretary , telephone, fax: 972-647-2984 Email: ipalac@bgumail.bgu.ac.il

8 - 13 décembre, Addis Abéba, Ethiopie, réunion régionale de la CEA : conférence sur la mise en œuvre et le partenariat panafricain dans le domaine de l'eau. Contact: Federica Pietracci, Major Groups Programme Coordinator, UN DSD/DESA, Telephone: 1-212-963-2803, Fax: 1-212-963-4260,

Email: pietracci@un.org WebSite:
<http://www.un.org/esa/sustdev/csd/csd12/rim.htm>

10- 12 décembre, Genève, Suisse, sommet mondial sur la société de l'information, Contact: Executive Secretariat, Telephone: 41-22-730-6304, Fax: 41-22-730-6393 ; Email: info@geneva2003.org ; Web Site: <http://www.itu.int/wsis/>

10-12 décembre, Lomé, Togo, Sous-Comité scientifique du COPACE sur l'évaluation des ressources (3e session), contacter: A.M. Jallow/W.Q-B. West,
<http://www.fao.org/events/index.asp>

PUBLICATIONS

Vous trouverez dans cette rubrique des ouvrages, articles et essais récents sur le commerce et le développement durable. Si vous désirez profiter de l'espace pour annoncer un document, veuillez nous envoyer une copie à l'adresse : taoufik@enda.sn

En français

Sandrine Maljean-Dubois (CERIC), **Les notes de l'Iddri, n° 4. Iddri, 2003**, 64 p.

La mise en oeuvre du droit international de l'environnement

Les accords multilatéraux sur l'environnement sont-ils efficaces ? En confrontant d'une manière tout à fait nouvelle les règles du droit aux résultats de la recherche sur les relations internationales, Sandrine Maljean-Dubois montre le cycle des influences qui s'opère entre le droit, le comportement des Etats et des individus et leur effet cumulé sur l'environnement. Elle identifie le rôle joué par les nombreux acteurs impliqués et souligne le caractère innovant du droit environnemental international.

<http://www.iddri.org/iddri/html/publi/publi.htm>

CEA : RAPPORT ECONOMIQUE SUR L

'AFRIQUE 2003:ACCELERER LE RYTHME DU DEVELOPPEMENT. Commission Economique pour l'Afrique (NU), (juin 2003)
<http://www.uneca.org/fr/era2003/index.htm>

CNUCED : LE RAPPORT SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT 2003.L'ACCUMULATION DE CAPITAL, LA CROISSANCE ECONOMIQUE ET LES CHANGEMENTS STRUCTURELS. 04/09/03, 60 Pages

<http://www.unctad.org/Templates/webflyer.asp?docid=4078&intItemID=2505&lang=2&mode=downloads>

GRAIN, UN TOURNANT DANS LA REVISION DE L'ACCORD SUR LES ADPIC, Juillet 2003.

http://www.grain.org/fr/publications/dsp_publications.cfm?type_id=14&type_type=3

ICTSD, IIDD, DOSSIERS SUR LE CYCLE DE DOHA : LE POINT SUR CANCUN. Les "Dossiers sur le Cycle de Doha" sont conçus comme un guide sur les négociations commerciales multilatérales à l'OMC au cours du Cycle de Doha, qui a débuté en fin 2001-début 2002. En 13 documents de synthèse, ICTSD et IIDD offrent un état de la situation incluant une étude contextuelle et les perspectives pour Cancun pour chacun des différents thèmes de négociations.
http://www.ictsd.org/pubs/dohabriefings/index_fr.htm

PNUD, METTRE LE COMMERCE INTERNATIONAL AU SERVICE DE TOUS, 2003.

PNUD, RAPPORT MONDIAL SUR LE DEVELOPPEMENT HUMAIN 2003. Les Objectifs du Millénaire pour le développement: Un pacte entre les pays pour vaincre la pauvreté humaine. <http://www.undp.org/hdr2003/francais/>
OCDE, PERSPECTIVES ECONOMIQUES EN AFRIQUE 2002/2003, AVRIL 2003
OCDE, MONDIALISATION, PAUVRETE ET INEGALITE, Juin 2003.

http://www.sourceocde.org/content/templates/el/el_searchexpand.htm?comm=internat_fr&token=004

ADDDE7D3A06122D20CF32E421B3&action=expand&caller=portal0&identifiant=oecd%2f16832396%2f2003%2f00002003%2f00000010%2f4103042e&type=infobike&local=yes&format=application

OMC, RAPPORT SUR LE COMMERCE MONDIAL. ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE. Ce rapport est publié dans l'intention de contribuer au débat public sur la politique commerciale et le système commercial multilatéral, (août 2003).

http://www.wto.org/french/news_f/pres03_f/pr348_f.htm

OMC, RAPPORT ANNUEL DE L'OMC 2003.

Le Rapport annuel 2003 porte essentiellement sur la première année complète de négociations menées dans le cadre du Programme de Doha pour le développement.

En anglais

AFTER CANCUN: POSSIBILITIES FOR A NEW NORTH-SOUTH GRAND BARGAIN ON TRADE. By Thomas Palley (Foreign Policy in Focus, November 2003).
<http://www.fpi.org/papers/cancun2003.html>.

THE STATE OF FOOD INSECURITY IN THE WORLD 2003. By the Food and Agriculture Organisation (2003). :
<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/006/j0083e/j0083e00.pdf>.

GM CROPS? COEXISTENCE AND LIABILITY. By the Agriculture and Environment Biotechnology Commission (November 2003). :
http://www.aebc.gov.uk/aebc/coexistence_liability.shtml.

Development, trade, and the environment: how robust is the Environmental Kuznets Curve?" in ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT ECONOMICS 8 (4, 2003): 557-580.

The Mercosur dispute resolution system" by Christian Leathley in JOURNAL OF WORLD INVESTMENT 4, (5, 2003): 787-826

NEW AGRICULTURE NEGOTIATIONS AT THE WTO: POST-CANCUN OUTLOOK REPORT. (ICTSD, October 2003).
http://www.ictsd.org/issarea/Americas/FTAA_ministerial/miami/index.htm.

WTO AGRICULTURE NEGOTIATIONS: THE WAY FORWARD FROM CANCUN. By Troy Pobdury, Shirshore Hagi Hirad, Neil Andrews, and Wayne Gordon (Australian Bureau of Agricultural and Resource Economics, November 2003).

<http://www.abare.gov.au/pages/media/2003/18nov2.html>.

Retrouvez les archives de *PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD (http://www.ictsd.org/pass_synthese/index.htm)

PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : **Cheikh Tidiane DIEYE** et **El Hadji Abdourahmane DIOUF**

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)